

OTC

NEGOCIATIONS

Le Courrier d'Erevan

<https://www.courrier.am/fr/actualite/nouvelle-reunion-de-la-commission-sur-la-delimitation-des-frontieres>

02.11.2022

Nouvelle réunion de la Commission sur la délimitation des frontières

Demain, jeudi 3 novembre, les membres de la Commission sur la délimitation et la sécurité des frontières se réuniront à Bruxelles.

Le ministère des Affaires étrangères vient d'annoncer la tenue à Bruxelles, le 3 novembre, de la troisième réunion des commissions arméno-azerbaïdjanaises sur la délimitation des frontières entre les deux pays. La délégation arménienne sera menée par le vice-Premier ministre, Mher Grigoryan.

Suite à la réunion de Sotchi, le président russe Vladimir Poutine avait confirmé son intention de fournir aux parties les cartes les plus précises de l'état-major de l'ère soviétique pour régler la question de la démarcation des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Aucune communication supplémentaire n'a été faite quant à leur contenu ni sur leur date de référence.

02.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97647

L'accord sur le statut du Karabakh devrait être retardé, selon la Russie

La Russie estime que l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne devraient pas essayer de s'entendre sur le statut du Haut-Karabakh dans un avenir prévisible, a confirmé mardi 2 novembre, un haut diplomate russe.

« À notre avis, le statut du Haut-Karabakh est une question qui devrait être laissée aux prochaines générations, lorsque les conditions d'une solution au problème acceptable et équitable pour tous seront réunies », a déclaré à la presse Sergueï Kopyrkin, ambassadeur russe à Erevan.

Le président russe Vladimir Poutine a implicitement plaidé en faveur d'un tel report la semaine dernière. Il l'a juxtaposé à ce qu'il a décrit comme un plan de paix élaboré par les États-Unis, qui obligerait l'Arménie à reconnaître le Haut-Karabakh comme une partie intégrante de l'Azerbaïdjan.

Le Premier ministre Nikol Pachinian, accusé par l'opposition arménienne d'être prêt à accepter le contrôle du Karabakh par l'Azerbaïdjan sur ordre de l'Occident, a répondu en exprimant son soutien au règlement provisoire proposé par Moscou. S'exprimant avant sa rencontre avec M. Poutine et le président azerbaïdjanais Ilham Aliev, qui s'est tenue à Sotchi lundi, M. Pachinian a suggéré que les trois dirigeants l'intègrent dans leur déclaration commune.

La déclaration qu'ils ont publiée lundi en fin de journée ne fait aucune référence à la formule de paix russe ni même au Karabakh lui-même. M. Aliev a réaffirmé à Sotchi que la victoire de l'Azerbaïdjan dans la guerre de 2020 avec l'Arménie mettait fin au conflit du Karabakh. Il avait exclu à plusieurs reprises de convenir d'un quelconque statut pour le territoire peuplé d'Arméniens.

Dans des remarques télévisées diffusées à la fin du sommet, M. Poutine a déclaré que « certaines choses ont dû être retirées » d'une version initiale de la déclaration commune rédigée au préalable. Il a refusé de les éclaircir lors de la conférence de presse qui a suivi.

« Il s'agit de questions très sensibles et délicates pour les deux parties [en conflit] », a expliqué Poutine. Erevan et Bakou devraient essayer de trouver un

terrain d'entente sur ces questions « dans un régime serein et fermé », a-t-il ajouté.

M. Poutine a indiqué que les deux parties ne sont toujours pas près de négocier un traité de paix bilatéral. Il a réaffirmé la forte désapprobation de la Russie à l'égard des efforts déployés par les États-Unis et l'Union européenne pour négocier un tel accord, qui se sont intensifiés après les combats des 13 et 14 septembre à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les puissances occidentales ne parviendront pas à mettre Moscou sur la touche, a-t-il déclaré.

Le département d'État américain a accusé vendredi M. Poutine de diffuser de la « désinformation » sur ses efforts de paix. Mais il n'a pas fait de commentaire sur l'essence d'un accord de paix arméno-azerbaïdjanais favorisé par Washington.

Armenews

02.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97655

Le ministre des affaires étrangères de l'Artsakh commente la réunion Pachinian-Poutine-Aliev de Sochi

L'Artsakh se félicite de la réunion trilatérale entre les dirigeants de l'Arménie, de la Russie et de l'Azerbaïdjan qui s'est tenue à Sotchi le 31 octobre, mais déclare qu'il ne faut pas s'attendre à un règlement final et à la paix à l'issue de cette réunion.

Le ministre des affaires étrangères de l'Artsakh, Davit Babayan, a commenté les résultats de la réunion de Sotchi dans une interview à Armenpress.

« Tout d'abord, nous devons comprendre qu'un règlement global est impossible au cours d'une seule réunion. Ce n'est pas le cas parce que le conflit Azerbaïdjan-Karabakh est l'un des conflits les plus complexes au monde, peut-être l'un de ceux comme le conflit israélo-arabe. Le plus important est qu'il a été établi directement, indirectement, que la question n'est pas close. Il a été établi qu'il y a des questions qui ne font pas l'objet d'un accord et qu'il est nécessaire de travailler. Il a été fait référence à plusieurs accords, en particulier à la déclaration

du 9 novembre 2020. C'est très important et c'est la réalisation la plus tangible », a-t-il déclaré.

M. Babayan a également déclaré que le fait que le rôle de la mission russe de maintien de la paix dans le Haut-Karabakh ait été souligné lors de la réunion est un autre résultat positif de la réunion. Selon lui, cela montre une fois de plus qu'une entité respective existe.

« Par conséquent, nous devons considérer les résultats de la réunion de ce point de vue. Bien sûr, tout document ou toute réunion peut s'effondrer, mais ils sont très importants. Nous devons comprendre qu'il s'agit de géopolitique. Nous avons une réunion importante, un événement qui a fixé que le processus est en cours, que rien n'a été résolu et qu'il est nécessaire de continuer le travail dans cette direction. En outre, il a été affirmé une fois de plus que la Russie est prête à jouer un rôle actif dans la région. C'est l'essence du texte de la déclaration adoptée à l'issue de la réunion », a déclaré le FM de l'Artsakh.

Il a également souligné l'importance du sommet de Sotchi dans la perspective des derniers développements où des propositions ont été faites pour que l'Artsakh fasse partie de l'Azerbaïdjan. Contrairement à cela, Babayan a déclaré que la réunion de Sotchi a indiqué que la question est complexe, qu'elle n'est pas encore résolue et que des travaux doivent encore être effectués.

« Nous devons comprendre que nos désirs ne trouvent pas toujours une place, surtout dans le domaine émotionnel. Par conséquent, nous devons travailler, tout d'abord sur nous-mêmes. Nous devons être persévérants, compter avant tout sur notre volonté, ne jamais être indifférents et penser que tout est perdu. Si nous faisons preuve de volonté, comme nous l'avons fait lors du rassemblement à Stepanakert, et montrons que tout statut au sein de l'Azerbaïdjan est inacceptable pour nous, alors tout cela sera finalement pris en compte », a déclaré Davit Babayan.

Armenews

02.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97644

L'Arménie prête à ouvrir trois points de contrôle à la frontière avec l'Azerbaïdjan

Le gouvernement arménien est prêt à ouvrir trois postes de contrôle à la frontière avec l'Azerbaïdjan, a déclaré aujourd'hui aux journalistes le chef du Comité des recettes publiques (SRC), Rustam Badasyan.

« Tout ce qui était nécessaire pour que les points de contrôle commencent à fonctionner a été fait et la partie arménienne attend la réponse de l'Azerbaïdjan. Nous pouvons dire que le processus est terminé. Si l'autre partie est prête à utiliser ces points de contrôle, nous sommes prêts pour cela, » il a dit.

Selon le Service de sécurité nationale arménien, l'un des points de contrôle frontaliers est installé dans la communauté Sotk de la province de Gegharkunik, qui borde le district de Kelbajar en Azerbaïdjan.

Le deuxième point de contrôle se trouve dans la communauté de Yeraskh de la province d'Ararat qui borde la communauté Sadarak de Nakhitchevan (exclave de l'Azerbaïdjan) et le troisième est dans la communauté de Karahunj dans la province de Syunik (à environ 7,5 km au sud de celle-ci), qui borde le village d'Eivazly dans le district azerbaïdjanais de Fizuli.

S'exprimant lors de la session gouvernementale du 4 août, le Premier ministre Pashinyan a déclaré que l'Arménie était prête à assurer une communication terrestre entre les districts occidentaux de l'Azerbaïdjan et son enclave de Nakhitchevan à travers le territoire arménien. Il a déclaré que l'Arménie garantira la sécurité de cette route pour les Azerbaïdjanais.

Armenews

02.11.2022

Traduction, Sahak Sukiasyan

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97658

Pachinian en Iran

Je souhaite la bienvenue à l'Honorable Premier Ministre de la République d'Arménie et aux membres de la délégation qui l'accompagnent. Je n'ai aucun doute, je suis certain, que la visite de Monsieur le Premier Ministre contribuera au développement ultérieur des relations bilatérales.

La politique de voisinage est l'un des principes de notre politique et nous avons eu plusieurs réunions avec M. Pachinyan au cours de ces mois. Au cours de ces entretiens et de la visite d'aujourd'hui, nous avons insisté sur l'importance à développer les liens entre les deux pays, notamment dans les domaines économique, commercial, politique et de sécurité.

Au cours des mois précédents, nous avons connu une augmentation de 43% des relations commerciales et économiques avec l'Arménie, mais l'objectif est de trois milliards de dollars. Atteindre cet objectif deviendra certainement réalité. De bonnes relations entre les deux pays conduiront sûrement au renforcement des relations et de la sécurité dans la région.

La région du Caucase appartient au passé historique, culturel et civilisationnel de l'Iran et nous sommes très sensibles à la situation de cette région. L'établissement de la sécurité et de la paix dans la région est très important pour la République islamique d'Iran.

Lors des négociations avec M. Pachinyan, nous sommes parvenus à la conclusion que les questions et les problèmes régionaux doivent absolument être résolus par les représentants des pays de la région. La présence de puissances étrangères, non seulement ne résout aucun problème, mais en rajoute.

C'est la coopération régionale qui garantira une paix complète et durable entre les pays.

J'espère que les accords qui ont été conclus au cours de cette visite - et il a été décidé que les responsables des deux pays devraient tout faire pour mettre en œuvre ces accords - contribueront au développement ultérieur de nos relations. Nous assisterons alors à un niveau élevé de relations bilatérales.

Une fois de plus, je veux saluer le Premier Ministre arménien, un ami et un voisin, et les membres de la délégation qui l'accompagnent.

La réponse de Nikol Pachinian

Cher Monsieur le Président,

Merci pour l'invitation et l'accueil chaleureux.

Je dois dire que nous avons une visite très exhaustive.

Nous avons discuté des questions liées aux relations économiques et politiques des deux pays, rappelé nos liens historiques, notamment en enregistrant les nuances de nos relations.

J'ai également beaucoup apprécié l'attitude et la politique du gouvernement de la République islamique d'Iran concernant les opportunités créées pour la communauté arménienne d'Iran. Je dois souligner que la République islamique d'Iran et la République d'Arménie sont un exemple éclatant de coopération et d'amitié entre les civilisations islamique et chrétienne.

Nous avons également discuté des questions liées à l'agenda régional, et dans ce sens également, la République d'Arménie et la République islamique d'Iran entrevoient un champ de coopération très large.

Nous soulignons et apprécions les positions de principe de l'Iran en termes de garantie de la sécurité et de la stabilité régionales.

J'ai informé M. Raïssi des résultats de la réunion tripartite qui a eu lieu à Sotchi hier, et j'ai partagé mes impressions sur l'ordre du jour et les processus en cours pour établir la stabilité et la paix dans la région.

Nous estimons qu'il est important que nos partenaires iraniens soient informés de ce qui se passe dans le cadre des relations arméno-azerbaïdjanaises, arméno-turques, et dans le cadre du règlement de la question du Haut-Karabakh.

Une grande partie de nos conversations a évidemment porté sur le développement de la coopération économique, et nous entrevoyons là un énorme potentiel. Dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, du développement des infrastructures, de la gestion des ressources en eau, il existe des perspectives spécifiques dont les négociations doivent être rendues aussi concrètes que possible.

Je suis heureux que la visite ait abouti à un résultat concret et qu'un mémorandum sur la prolongation du contrat « Gaz contre électricité » ait été signé.

Monsieur le Président,

il y a donc d'ores et déjà tout lieu de considérer cette visite comme historique et je serai heureux de vous accueillir en République d'Arménie à un moment opportun pour que vous puissiez poursuivre ce dialogue.

Je tiens à vous remercier d'avoir soutenu l'évolution positive de nos relations dont la dernière manifestation a été l'inauguration du consulat général d'Iran à Kapan, le centre régional du Syunik.

Je vous remercie.

Le Courrier d'Erevan

<https://www.courrier.am/fr/actualite/declaration-de-la-reunion-poutine-pachinyan--aliyev>

01.11.2022

Déclaration de la réunion Poutine-Pachinyan-Aliyev

Le président russe Vladimir Poutine, le premier ministre arménien Nikol Pachinyan et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev ont eu des entretiens trilatéraux à Sotchi. À l'occasion de cette réunion, les dirigeants ont adopté une déclaration du président de la République d'Azerbaïdjan, du premier ministre de la République d'Arménie et du président de la Fédération de Russie.

Texte intégral (traduction du site web du Kremlin) :

« Nous, le président de la République d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev, le Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pachinyan et le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, nous sommes rencontrés à Sotchi le 31

octobre 2022 et avons discuté de la mise en œuvre des déclarations trilatérales du 9 novembre 2020, du 11 janvier et du 26 novembre 2021.

Nous avons réaffirmé notre engagement à respecter strictement tous ces accords dans l'intérêt d'une normalisation complète des relations azerbaïdjano-arméniennes, de la paix, de la stabilité, de la sécurité et du développement économique durable dans le Caucase du Sud. Nous sommes convenus de fournir des efforts supplémentaires pour relever d'urgence les défis restants, y compris le pôle humanitaire.

Notant la contribution essentielle du contingent russe de maintien de la paix pour assurer la sécurité dans sa zone de déploiement, nous avons souligné l'exigence de ses efforts pour stabiliser la situation dans la région.

Nous avons convenu de nous abstenir de recourir à la force ou à la menace de la force et de discuter et de résoudre toutes les questions problématiques exclusivement sur la base de la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières, conformément à la Charte des Nations unies et à la déclaration d'Alma Ata de 1991.

Nous avons souligné l'importance de préparer activement la conclusion d'un traité de paix entre la République d'Azerbaïdjan et la République d'Arménie afin de parvenir à une paix durable et à long terme dans la région. Il a été convenu de poursuivre la recherche de solutions mutuellement acceptables sur la base des acquis existants. La Fédération de Russie y apportera toute l'aide possible.

Les parties ont souligné l'importance de créer une atmosphère positive entre la République d'Azerbaïdjan et la République d'Arménie pour poursuivre le dialogue entre les représentants du public, les communautés d'experts et les chefs religieux avec l'aide de la Russie, ainsi que pour lancer des contacts interparlementaires trilatéraux afin de renforcer la confiance entre les peuples des deux pays.

Les dirigeants de la République d'Azerbaïdjan et de la République d'Arménie ont salué la volonté de la Fédération de Russie de continuer à contribuer pleinement à la normalisation des relations entre la République d'Azerbaïdjan et la République d'Arménie et à assurer la stabilité et la prospérité dans le Caucase du Sud ».

GUERRE

Armenews

01.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97605

Les unités militaires azerbaïdjanaises sont à 5,5-6 km du centre de Jermuk - chef d'état-major

Les unités militaires azerbaïdjanaises se trouvent à 5,5-6 km du centre de Jermuk, une ville thermale de la province de Vayots Dzor, a déclaré aujourd'hui aux journalistes le chef d'état-major général des forces armées arméniennes, premier vice-ministre de la Défense, Eduard Asryan.

« L'Azerbaïdjan a occupé plus de 130 kilomètres carrés de territoire arménien, si l'on compte de la ligne de front de l'ennemi jusqu'aux profondeurs de nos territoires, là où l'ennemi a réussi », a-t-il déclaré.

Le chef d'état-major général a également déclaré que la situation opérationnelle dans les sections est et sud-est de la frontière est désormais relativement stable.

« Des violations du régime de cessez-le-feu sont enregistrées sur le segment oriental - en direction de Kutakan, Kahakn, ainsi que Sotk dans la province de Gegharkunik et Jermuk à Vayots Dzor », a-t-il expliqué.

« L'ennemi essaie d'entraver les travaux d'ingénierie que nous menons pour renforcer nos positions », a-t-il déclaré.

Le 13 septembre, l'Azerbaïdjan a lancé une agression militaire non provoquée et injustifiée contre l'Arménie. À l'aide d'artillerie lourde, de lance-roquettes multiples et de drones de combat, les forces armées azerbaïdjanaises ont bombardé 36 zones résidentielles et communautés, dont les villes de Goris,

Jermuk, Vardenis, Kapan, Geghamasar au plus profond du territoire souverain de l'Arménie.

L'attaque azerbaïdjanaise visait délibérément la population civile et les infrastructures civiles vitales. Selon des informations officielles, plus de 200 citoyens arméniens, militaires et civils, ont été tués et portés disparus, 293 militaires ont été blessés.

Le Courrier d'Erevan

28.10.2022

<https://www.courrier.am/fr/societe/des-developpeurs-de-jeux-turcs-ont-publie-un-jeu-theme-anti-armenien-sur-la-mega-plateforme>

Des développeurs de jeux turcs ont publié un jeu à thème anti-Arménien sur la méga plateforme de distribution de jeux STEAM

Dans le jeu, les utilisateurs représentent les fils de soldats azerbaïdjaniens morts pendant la guerre en Artsakh en 2020. L'intrigue est la suivante : le joueur est le chef d'une opération spéciale visant à assassiner les forces « ultranationalistes » en Arménie et les Arméniens en envahissant le territoire arménien.

Le jeu est désormais évalué à 47 % sur Steam. La description du jeu dit : « *Les Bérets Bordeaux : 2030 est un FPS, TPS, Action-RPG - une simulation d'une unité des forces spéciales turques en guerre, le jeu se déroule sous - Agridag - sur Ararat, ainsi que dans certaines provinces arméniennes, la tension monte entre l'Arménie et la Turquie, ce qui conduit à la guerre, où les forces spéciales turques les Bérets Bordeaux sont appelés à se battre contre l'Arménie* ».

Voici [le lien](#) vers le jeu, passez et écrivez des plaintes selon lesquelles le jeu encourage la xénophobie et la haine contre les Arméniens. Et n'oubliez pas de mentionner le génocide arménien en Turquie en 1915. S'il y a beaucoup de plaintes et de commentaires négatifs, la plateforme supprimera ce jeu.

MOBILISATION

Le Courrier d'Erevan

<https://www.courrier.am/fr/diasporas/le-ministre-de-la-defense-appelle-la-mobilisation-de-toute-la-nation-armenienne>

31.10.2022

Le ministre de la Défense appelle à la mobilisation de toute la nation arménienne

« *Les défis et les menaces auxquels l'Arménie est confrontée exigent la concentration des efforts et des capacités de toute la société* ».

S'adressant à un parterre d'environ 400 personnes représentatives de la diaspora arménienne mondiale réunies à Erevan pour le Sommet global arménien, Suren Papikyan, ministre de la Défense, a lancé un appel à toutes les forces vives de la communauté arménienne mondiale.

« *Après la 2^{ème} guerre du Karabakh, non seulement l'équilibre des forces régionales a changé, mais aussi l'architecture de la sécurité internationale* », a-t-il souligné. Selon lui, en raison des développements géopolitiques qui secouent la planète avec de nouvelles guerres et des foyers de tension, les menaces militaires exigent de l'État qu'il assure un haut niveau de préparation de ses forces armées, des activités cohérentes visant la capacité de combat, et qu'il reçoive de la diaspora un soutien et une implication à grande échelle dans divers aspects de sa capacité de défense, dans le but d'accroître la résistance.

« *Après la guerre de 44 jours, une analyse des leçons tirées de la guerre a été menée dans les forces armées, sur la base de laquelle un processus global de*

réforme a été lancée. Les domaines liés à leur préparation, à leur fonctionnement et à leur entretien connaissent des changements radicaux visant à sa professionnalisation, une armée professionnelle, motivée, agile, dotée d'armes modernes et d'outils de guerre flexibles », a déclaré le ministre de la Défense. Il a noté qu'avec le changement législatif, des motifs ont été créés pour la transition du système de service obligatoire vers une armée de métier.

« Dans un avenir proche, nous présenterons cet ensemble législatif à l'Assemblée nationale, après avoir reçu son approbation, il entrera en vigueur le 1er janvier », a précisé Suren Papikyan, assurant qu'afin d'augmenter le niveau de formation des officiers de base, un certain nombre de changements a été mis en œuvre dans le système d'éducation militaire et des programmes visant à accroître l'attractivité du service militaire ont été lancés.

« La guerre et la période qui l'a suivie, les développements internationaux et régionaux montrent qu'avoir sa propre industrie militaire est impératif pour assurer la sécurité de l'Arménie. L'implication ciblée de l'énorme potentiel de la diaspora dans les domaines scientifiques, professionnels, éducatifs, de haute technologie et autres, en tenant compte des besoins de défense et de sécurité, peut augmenter considérablement le niveau des systèmes de défense et de sécurité de l'Arménie. Je pense qu'il est temps d'unir nos efforts, les ressources et les capacités de tous les Arméniens afin d'organiser la défense efficace de la patrie. En tant que ministre de la Défense de la République d'Arménie, je pense que nous devons utiliser tout le potentiel des Arméniens dans le monde pour élargir les frontières de notre coopération et donner aux projets communs un caractère systématique », a-t-il conclu.

Le Courrier d'Erevan

[https://www.courrier.am/fr/opinions/sarkis-shahinian-les--armeniens-doivent-etre-mis-en-condition-de-se-defendre](https://www.courrier.am/fr/opinions/sarkis-shahinian-les-armeniens-doivent-etre-mis-en-condition-de-se-defendre)

31.10.2022

Sarkis Shahinian : « Les Arméniens doivent être mis en condition de se défendre »

Une délégation parlementaire suisse s'est rendue mi-octobre sur les lieux victimes des frappes azerbaïdjanaises du 13 septembre dernier. Dans le même temps, à Genève, une résolution était adoptée condamnant fermement et explicitement cette agression. Sarkis Shahinian, Secrétaire général du Groupe d'amitié parlementaire Suisse-Arménie, revient sur ces deux évènements.

Propos recueillis par Olivier Merlet

Le 14 octobre 2020 en Suisse, le Grand conseil de Genève adoptait à la majorité absolue de 56 voix pour contre 17 une « [résolution sur la survie de l'Arménie](#) ». Sa portée revêt une importance majeure en Suisse, non seulement vis-à-vis de l'Arménie, ses attendus clairs et explicites n'hésitant pas à reconnaître nommément les agresseurs de l'attaque armée azerbaïdjanaise des 13 et 14 septembre. Un sacré pavé dans la mare de la fameuse neutralité suisse. Sans rentrer dans les détails techniques compliqués du fonctionnement politique la confédération helvétique, le caractère d'initiative cantonale de cette résolution lui vaut en effet de devoir être traitée par le Conseil national et le Conseil des États, soit les 2 branches du parlement fédéral, l'autorité suprême de la Suisse.

Sarkis Shahinian est le Coprésident de l'association Suisse Arménie. Il travaille comme traducteur au département fédéral de l'intérieur auprès de l'office de la santé publique. Arménien d'origine, il se définit lui-même comme « Suisse, né en Suisse, sans passeport arménien, mais Arménien de conviction, dans son cœur et dans son âme ».

Il est aussi, et peut-être surtout, Secrétaire général du Groupe d'amitié parlementaire Suisse-Arménie dont il est le cofondateur en 2004 avec deux députés suisses, Dominique de Buman et Ueli Leuenberger, 6 mois à peine après l'adoption du *postulat* * Vaudroz-de Buman sur la reconnaissance par le conseil national suisse du génocide arménien.

Ce groupe d'amitié Suisse Arménie dont il s'occupe compte parmi les plus actifs du conseil national, l'assemblée parlementaire helvétique. Depuis sa création, ce groupe est à l'origine de six voyages parlementaires en Arménie, de plusieurs auditions d'experts par l'assemblée notamment consacrées au droit à l'autodétermination du Karabagh, à la destruction de l'héritage culturel du Nakhitchevan (nécropole de Djoulfa, avec remise au directeur général de l'Unesco

d'une brochure documentée d'une vidéo prise depuis l'Iran sur l'autre rive du fleuve Araxe), et enfin à la négation du génocide arménien par le gouvernement turc.

Depuis l'automne 2020, les travaux du groupe portent essentiellement sur la guerre azerbaïdjanaise contre le Karabagh et l'Arménie « *car beaucoup ont tendance à oublier les incursions aériennes qui ont eu lieu déjà à cette époque sur le territoire arménien* » insiste Sarkis Shahinian.

Suite à l'agression du 13 septembre, la visite d'une délégation suisse en Arménie à laquelle il participait bien sûr, a été très rapidement organisée.

Sarkis Shahinyan : « Si du côté parlementaire, l'intérêt et la capacité de mobilisation pour l'Arménie sont évidents, il n'en a pas de même pour la presse suisse, qui n'a commencé à bouger qu'à la parution sur la page Facebook de la *Socar* d'un message d'incitation à la guerre et à la haine contre les arméniens dont la *Tribune de Genève* et le *Tages anzeiger*, les 2 principaux quotidiens suisses se sont largement indignés.

Suite à cela, le Conseil des États a déposé un postulat demandant à la Suisse d'être beaucoup plus attentive au trafic financier organisé par la *Socar* pour financer la guerre au Karabagh.

La résolution du 14 octobre 2020 du grand conseil de Genève a une portée beaucoup plus importante, nous en avons parlé précédemment.

« N'existe-t-il pas en Suisse de groupe parlementaire pro-azerbaïdjanais qui comme en France, aurait pu peser de tout son poids pour s'opposer à ce genre de déclaration ?-

En Suisse, les leviers parlementaires pour l'Azerbaïdjan sont effectivement plus restreints, ceux de son ambassade et de son responsable, Fuad Isgandarov, sont par contre très importants.

Ces 3 dernières semaines, suite à l'agression du 13 septembre, plusieurs choses se sont passées. L'association Suisse Arménie a fait paraître deux articles "pleine-page", toujours au *Tages anzeiger* et à la *Tribune de Genève*, dénonçant le rôle criminel de l'État azerbaïdjanais dans sa violation de la souveraineté de la république d'Arménie en ayant recours à la torture, aux exécutions sommaires, à

la violation flagrante des droits des prisonniers de guerre et en démontrant sa volonté de vouloir conquérir une fois pour toute le sud de l'Arménie.

L'ambassade d'Azerbaïdjan a publié en réponse un long communiqué de presse plutôt "problématique", son ton s'apparentant davantage à celui d'un chantage. Il disait en substance que la Suisse devait prendre garde à ne pas donner trop d'importance à la voix des Arméniens, que l'Azerbaïdjan la fournit en gaz et que la présence de la *Socar* sur son territoire est telle qu'elle pourrait en devenir encore plus dépendante de ses fournitures en énergies fossiles.

L'ambassadeur ne pouvait nous rendre meilleur service pour faire comprendre aux Suisses que *Socar* et l'Azerbaïdjan ne font qu'un et que ce dernier utilise ses revenus pour financer la guerre contre l'Arménie. Le soir même, la *Tribune de Genève* réfutait point par point le message de l'ambassadeur, signifiant clairement que jamais en aucun cas l'Azerbaïdjan n'était à la gouverne des approvisionnements énergétique Suisse et ne saurait en organiser sa dépendance.

Parlez-moi de votre voyage en Arménie

C'était un voyage de 3 jours, particulièrement dense du fait d'un agenda très chargé. Nous voulions surtout rencontrer les personnalités liées à la sécurité nationale, à la gouvernance du parlement, et aux affaires étrangères. Le rendez-vous que nous avions avec le président de la République a malheureusement été annulé car il était malade, mais nous avons pu avoir deux entretiens très importants, avec Karekin II, le catholicos de tous les Arméniens, et l'ombudswoman Kristine Grigoryan qui nous a livré des informations très importantes, notamment de nombreuses photos et vidéos.

Le niveau de cruauté, l'inhumanité, bien qu'en termes de guerre, on ne puisse jamais parler d'humanité... Mais la volonté de terroriser les Arméniens, dans leurs villages, en hurlant au haut-parleurs en langue arménienne "*vous devez quitter les lieux et vous ne pourrez jamais y retourner quand nous les aurons conquis*", instiller ce genre de peur à l'intérieur des populations arméniennes, c'est très clairement indéfinissable. Et c'est contre tout cela que les députés ont voulu prendre une position nette et claire.

Qu'avez-vous ressenti à Jermuk ?

Instiller la terreur, toujours... En touchant cette fois des endroits symboliques -le

cimetière de Ketchut a été touché-, en démontrant leur volonté cynique d'irrespect envers la dignité des morts, en s'attaquant clairement aux ressources économiques de Jermuk, le téléphérique, un centre de cure. Le désarroi qu'ils ont voulu instiller chez les Arméniens étaient cependant inversement proportionnel au désir et à la volonté des Arméniens et des amis des Arméniens, non seulement de maintenir leur présence sur place, mais de réagir de la façon plus ferme au niveau de la défense nationale et de la diplomatie internationale.

Elle est pourtant souvent critiquée, cette défense nationale...

Vous serez surpris de savoir que la capacité arménienne de répondre était et demeure intacte, mais la volonté d'un cessez-le-feu après l'invasion a été soutenue par la Russie.

Que la Russie impose son cessez-le-feu, certes, mais que vous fait dire que les capacités de défense arméniennes sont intactes ?

Je ne peux pas rentrer dans les détails, je révélerais des secrets militaires.

Tout ce qui se dit ici, à commencer par les soldats sur le front, c'est au contraire que ces moyens sont absents et qu'ils n'ont pas été renouvelés. « Ce n'est pas la volonté qui nous manque, ce sont les armes ». Je l'ai souvent entendu, à Jermuk même.

La vérité est qu'il y a des limites dans la capacité de réponse des forces armées, mais une deuxième vérité existe qui est qu'au moment où elles allaient se réorganiser et voulaient répondre, il y a eu une volonté de maintenir le statu quo partiel en faveur de l'Azerbaïdjan en déclarant un cessez-le-feu immédiat, non demandé par l'Arménie mais imposée par la Russie. Du côté arménien il y avait et il y a toujours et une capacité de réaction.

Bien évidemment, les armes manquent aux arméniens mais avec celles qu'ils ont, ils peuvent créer des dégâts d'une importance telle dans les rangs de leurs adversaires que seule l'utilisation des drones de fabrication turque peut être à même de les contrecarrer. Ce que les Azerbaïdjanais admettent d'ailleurs en disant que sans eux, il n'aurait pas pu battre les Arméniens il est très important de comprendre que d'un point de vue des capacités opérationnelles, organisationnelles et de coordination, les Arméniens étaient parfaitement capables de repousser les attaques azerbaïdjanaises. La différence, c'est la

participation des drones turcs et des djihadistes de Syrie et du Pakistan.

Revenons à votre visite, la résolution suisse a été adoptée alors que vous vous trouviez en Arménie, quelles sont ou vont être les retombées votre déplacement ?

La structure médiatique arménienne a réagi de façon très proactive, et nous avons pu donner plusieurs interviews à la télévision d'État ainsi que sur des canaux "online" appartenant à des groupes parlementaires de différentes sensibilités politiques.

Suite à l'écho de notre visite donné par les médias arméniens, l'ambassadeur d'Azerbaïdjan en Suisse s'est senti dans l'obligation d'organiser une conférence de presse le 26 octobre, au club suisse de la presse, pour rappeler l'importance des liens économiques qui lient la Suisse et l'Azerbaïdjan et expliquer les mécanismes qui sont en train d'être mis en place pour arriver à un possible traité de paix entre les deux pays.

D'autre part, Eltchin Amirbeyov, le conseiller direct de la vice-présidente d'Azerbaïdjan, Mehriban Aliyeva, s'est spécialement déplacé en Suisse pour rencontrer les deux députés qui sont allés en Arménie pour leur donner son point de vue sur ce qu'ils ont découvert sur place et les positions qu'ils ont prises suite à cela.

Notre visite a fortement bousculé la diplomatie azerbaïdjanaise, et pas seulement en Suisse, apparemment.

Vous faites allusion aux récentes déclarations en France du président Macron ?

Je fais allusion à l'utilité de ces visites et de la mobilisation qu'entraîne leur médiatisation. Celle de Sylvain Tesson, à peu près en même temps que la nôtre, et ses prises de position n'ont pas mobilisé que la presse mais le plus haut niveau de l'État français puisque c'est son chef en personne, Emmanuel Macron, qui a répondu en mettant les doigts dans la plaie et en faisant clairement référence à la Russie qui en a été bouleversée et revu ses positions par rapport à la France.

C'est là que tout va se jouer pour les Arméniens, les mots font toujours plaisir mais maintenant, ils réclament des actes. La France peut les réaliser, elle est

capable de "fournir ces actes", et je fais là référence à ce que vous disiez auparavant. Les Arméniens doivent être mis en condition de se défendre.

Je ne comprends pas les limites techniques qui empêchent la France de vendre des armes à l'Arménie, de satisfaire les besoins en matériel militaire pour faire la guerre et faire en sorte que la vie des Arméniens du Karabagh ne soit pas mise en danger

Vous pensez donc qu'il est possible de porter une action militaire au Karabagh ?

Je ne peux pas vous le dire.

Ne ressentez-vous pas, au contraire, l'impression donnée que le Karabagh est abandonné à son propre destin afin de pouvoir sauver les négociations qui sont actuellement menées entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Et c'est exactement ce qu'il faut éviter, que le Karabagh redevienne l'agneau sacrificiel de cette soi-disant volonté d'accord de paix.

Dans le contexte et les données actuelles, vous pensez que c'est réaliste ?

Lorsque vous avez une vision claire de vos difficultés et mettez les moyens de les résoudre, politiques, sécuritaires et offensifs, vous pouvez arriver à des résultats très réalistes comme vous dites. Le réalisme, ce sont les hommes qui le mettent en exergue. Le réalisme n'est pas du fatalisme.

Les propos que vous tenez reflète-t-il l'opinion publique partagée en Suisse ?

En ce moment, vous ne parlez pas un parlementaire suisse, vous parlez à Sarkis Shahinyan avec son expérience passée, sa capacité d'analyse présente et sa vision du futur. Cela dit, les décisions concernant l'Arménie n'engagent que le pouvoir exécutif arménien mais il a à sa disposition une panoplie de possibilités qui va bien au-delà de ce qu'on penserait.

Quelles sont les chances que la résolution du Grand conseil de Genève d'être acceptée par le parlement et d'aboutir à un résultat ?

Elle vient d'être votée. Soumise aux deux branches du parlement elle a une portée

unique et inédite. Le Sénat français a voté à l'unanimité une résolution sur l'autodétermination du Karabagh qui jusqu'aujourd'hui n'a eu aucun effet concret. Si la petite Suisse arrive par un système de débat a dépassé un simple vote, là, il y aura une retombée politique énorme à cause du rôle de *Socar* en suisse.

La Suisse est très vigilante à ne pas mettre en péril ses approvisionnements en hydrocarbures, mais si on arrive à prouver l'utilisation criminelle de cet argent, là, la Suisse sera bien obligée de prendre en considération la destination de ces fonds

L'un des attendus de la résolution évoque indistinctement dans le même alinéa la concentration sur les frontières de troupes turques et iraniennes. Pourquoi y associer l'Iran, allié de l'Arménie ?

Nous voulons dire que la situation tactique et stratégique due à cette guerre peut mener à une escalade extrêmement dangereuse. Quand vous avez une concentration de troupes aux frontières, et du côté de l'Iran et du côté de la Turquie, la présence d'un régiment russe à Gyumri, de 2000 soldats russes au Karabagh, il peut se produire une réaction bien plus explosive que ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine. La différence, c'est qu'on parle de l'Ukraine et pas de l'Arménie.

Comment se fait-il que l'on ne pose pas le problème arménien sur la table comme on le fait pour l'Ukraine ? La vérité est que l'Occident livre des armes à l'Ukraine sans se poser de questions et n'arrive pas à reconnaître cette même nécessité de lutte qui incombe aux forces armées arméniennes.

Justement, le principal livreur et financeur d'armes en Ukraine, c'est les Etats-Unis. Que pensez-vous du retour très marquant de la diplomatie américaine en Arménie ces derniers mois ?

La visite de Nancy Pelosi en Arménie ne s'est pas faite par hasard. Il fallait observer son approche très diplomatique, qui l'accompagnait et le message qu'elle a délivré : « *on est venu ici pour entendre ce que les Arméniens ont à nous dire* ». Je suppose qu'elle a dit la même chose au ministre de la défense. En tant que troisième personnage dans la hiérarchie du gouvernement américain, ce qu'elle dit, c'est que les USA sont là, « *à vous de décider si vous voulez aussi qu'ils soient à vos côtés militairement* ». Le gouvernement Pashinyan est pris en tenaille entre ces déclarations et un traité de défense qui ne fonctionne pas, celui

de l'OTSC, pire, qui le limite dans ses achats d'armes ainsi que dans sa capacité de réponse et d'organisation.

L'Inde, alliée de la Russie vient de vendre des armes à l'Arménie. La France, les États-Unis, n'ont pas manifesté de façon très ouverte une telle possibilité, mais il faut savoir lire entre les lignes. Voyez également le rapport diplomatique extrêmement tendu en ce moment entre la Russie et l'Arménie. Le dernier rendez-vous d'Astana en a clairement montré les limites, des frictions mêmes, très claires, entre les deux pays.

La balle est aussi dans le camp des Russes qui doivent se déterminer clairement sur cette agression. On ne comprend que difficilement ce souhait de continuer à arbitrer une situation où l'agresseur et l'agressé sont clairement désignés. Il lui incombe enfin, par traité, de devoir prendre des mesures pour rendre réversible cette invasion azerbaïdjanaise. Si elle ne le fait pas, c'est qu'il y a une volonté.

Je vous sens finalement très confiant dans vos propos, dans la capacité de l'Arménie à réagir, à se reprendre, à sortir de l'ornière dans laquelle elle se trouve...

Absolument. Et cette observation me donne l'occasion de vous dire que la nation arménienne n'est pas seulement d'Arménie mais du monde entier. Il y a aussi une diaspora qui a son mot à dire et refuser de la prendre en considération, quel que soit le gouvernement arménien, serait très irresponsable.

Il y a depuis le mois de mai un réveil de la diaspora et des mouvements qui marquent son intérêt très clair et très évident quant à la sécurité nationale de l'Arménie. Ce qui manque, c'est une force de coordination qui permet à la diaspora de gagner son poids politique à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Arménie.

OPINION

Armtimes - Facebook -Armenews

Garo Paylan

02.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97673

Il est maintenant temps d'ouvrir la frontière entre la Turquie et l'Arménie

Le député arménien du Parlement turc, Garo Paylan qui se trouve actuellement en Arménie, a publié un message sur sa page Facebook.

Garo Paylan a écrit :

"Je passerai de l'autre côté d'Ararat à ce côté-ci. Il est maintenant temps d'ouvrir la frontière entre la Turquie et l'Arménie, d'établir une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan...Nous avons tous perdu des guerres. Assumons tous la responsabilité d'une paix durable, gagnons tous"

Armenews - Ara Toranian

01.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97617

Les diffamations du Haut-Commissaire à la diaspora, par Ara Toranian

Dans une interview accordée à la presse arménienne à l'occasion du sommet arménien mondial organisé à Erevan par la Factory Production LLC, pour la modique somme de 768 000 dollars (le coût de plusieurs drones-kamikazes Rotem israéliens), le Haut-Commissaire à la diaspora s'est livré devant micros et caméras à des mises en cause personnelles à l'encontre de Mourad Papazian et moi-même*, les coprésidents du CCAF non conviés à ces réjouissances. Ces propos qui rouvrent les hostilités, ne sauraient cependant être passés sous silence, étant donné leur caractère diffamatoire.

Tout d'abord M. Sinanyan explique que nous sommes sur une ligne « très dangereuse », sans autres précisions. Laquelle ? Défendre auprès des autorités françaises l'Arménie ? Les droits du Haut-Karabakh ? Lutter contre le négationnisme peut-être ? Tel est en tout cas le cadre exclusif dans lequel nous agissons au sein et au nom du CCAF. Pour le reste, chacune des associations-membres dispose d'une ligne politique propre et de sa liberté d'expression. Il suffit de comparer les positions publiques de M. Mourad Papazian (qui défendait la candidature de Kotcharian aux législatives de juin 2020) avec les miennes (en faveur de Pachinian) pour prendre la mesure de la distance qui nous sépare sur les enjeux internes à l'Arménie, si c'est à ce « danger » que fait allusion le Haut-Commissaire. Questions : Est-il vraiment si « dangereux » de faire abstraction de nos préférences partisans sur la politique intérieure de l'Arménie lorsqu'il s'agit de défendre en France nos droits existentiels ? Ou, autre hypothèse, sommes nous « dangereux » parce que non inféodés et non-inféodables au Haut-commissariat ?

Ensuite, dans un raisonnement spécieux, M. Sinanyan nous impute une opposition au « Mouvement » (organisation créée en 2020 et toujours présidée aux dernières nouvelles par M. Rémy Makinadjian), qui selon lui « remplit le vide laissé par les autres organisations ». Il l'explique, avec une belle hauteur de vue, par le fait « qu'installés depuis 20 ans à la tête du CCAF », nous nous accrocherions à notre poste. Faut-il préciser que malgré son attitude agressive envers le CCAF personne à la direction de cette fédération n'a jamais reproché à ce « mouvement » d'exister ? Chacun est libre de faire et de dire ce qu'il veut et le CCAF qui compte plusieurs dizaines d'associations de toutes obédiences aurait pu l'intégrer pour peu qu'il en ait fait la demande. A été en revanche critiqué le « partenariat stratégique renforcé » (et surtout délirant) signé en juin 2020 entre M. Sinanyan et ce « groupuscule », qu'il a étrangement mandaté pour représenter l'Arménie auprès des pouvoirs publics français. Un fait du prince qui constitue à la fois une aberration et une atteinte à la vocation du CCAF, regroupement des principales associations arméniennes de France, qui a pour raison d'être la défense de l'Arménie, du Haut-Karabakh, ainsi que des droits des Français d'origine arménienne auprès des autorités du pays.

Toujours dans la même lignée, le Haut-Commissaire prétend que nous sommes à la direction du CCAF « depuis 20 ans » ou « depuis 15 ans minimum », et il dénonce la validité de nos mandats en mettant en cause « les méthodes » que nous emploierions pour « rester coprésidents ». Cette attaque pernicieuse est

évidemment inadmissible. Tout d'abord, parce que Mourad Papazian et moi-même avons accepté le principe de cette coprésidence au Conseil National du CCAF il y a 9 ans et non pas 15 ou 20 ans. Ensuite, parce que nous avons été à chaque échéance plébiscités. Jamais aucune élection dans les instances nationales du CCAF n'a fait l'objet de la moindre contestation. Donc non seulement M. Sinanyan se trompe, mais il diffame.

Par ailleurs, M. Sinanyan, pour tenter de crédibiliser ses accusations, évoque les élections au bureau du CCAF à Paris d'octobre 2021. Ces dernières avaient donné lieu à une tentative d'exclure la FRA du bureau parisien de l'organisation. Faut-il rappeler à M. Sinanyan que cette élection locale n'était pas de nature à contredire la légalité du mandat de la coprésidence au niveau national, et que telle n'était d'ailleurs pas l'intention exprimée par une partie des opposants qui ont justifié leur choix par la nécessité d'un partage des tâches entre le local et le national. Et ce, sans remettre justement en cause le national.

A la lecture de la prose de M. Sinanyan, on se demande quels sont les privilèges attachés à la présidence du Haut-Commissariat pour qu'il s'imagine que nous soyons prêts à toutes les turpitudes pour « garder » cette fameuse coprésidence. Sans disposer du pouvoir de parler au nom de Mourad Papazian, je n'ai pour ma part accepté d'assumer cette lourde responsabilité que par un souci d'efficacité pour la réalisation de nos objectifs communs. Et je suis convaincu qu'il en est de même en ce qui le concerne. Les avancées spectaculaires accomplies par le CCAF au cours de ces 9 dernières années, dans le sillage des acquis obtenus sous la présidence d'Alexis Govciyan, constituent la seule gratification à notre collaboration et son unique justification. Grâce à cette addition de nos forces, qui a triomphé de plusieurs décennies de divisions, nous avons réussi à porter au plus haut niveau de la République les intérêts et les droits que nous défendons. Voilà tout ce qui nous motive et qui nous importe.

Est-il par ailleurs nécessaire de préciser qu'aucun avantage matériel d'aucune sorte n'est lié à notre mandat ? Nous n'avons naturellement reçu ni l'un ni l'autre l'ombre d'un salaire ni le moindre défraiement, pas plus que le remboursement de nos frais de mission. Nous n'avons jamais sollicité aucun remerciement. Nous ne faisons que notre devoir de militant engagé pour l'Arménie et la cause arménienne (50 ans de militantisme pour ma part), comme tant d'autres. Mais de grâce, si le conflit est intrinsèque au champ politique, que nous soient épargnées les philippiques diffamatoires d'un Commissaire politique qui n'a de

« haut » que le nom. Ses méthodes qui ont débouché sur l'interdiction du territoire arménien de mon coprésident, apparaissent très éloignées des valeurs de liberté et de justice portées par la Révolution de Velours. Autant de coups bas, tout aussi contraires à l'intérêt général de l'Arménie qu'à la déontologie démocratique dont se prévaut abusivement notre contempteur. Est-il bien utile d'en faire état ? Ces procédés méprisables n'entameront jamais notre détermination à soutenir l'Arménie. Quoiqu'il en coûte.

PATRIMOINE

Le Courrier d'Erevan

30.10.2022

<https://www.courrier.am/fr/societe/re-shkola-des-formations-specialisantes--pour-la-preservation-du-patrimoine-armenien>

Re-Shkola, des formations spécialisantes pour la préservation du patrimoine arménien

"Re-Shkola", l'école pour la préservation et la valorisation du patrimoine culturel déjà implantée en Russie élargit ses frontières et s'ouvre à Erevan à cette rentrée scolaire.

Par Lusine Abgaryan

Avec une collaboration interdisciplinaire et la participation d'experts français, russes et arméniens profondément immergés dans la question et la coopération internationale, cette école dispensera des programmes spécialisés pour une durée d'un an.

Partenaire de l'École de Chaillot en France, la "Re-Shkola" sera accueillie à Erevan dans les locaux de l'université nationale d'Architecture et de construction d'Arménie. "Re-Shkola" formera des spécialistes hautement qualifiés, architectes, restaurateurs et fonctionnaires, dans le domaine de la protection et du développement durable du patrimoine culturel.

Pour former à la gestion des monuments et des sites historiques, le projet invite des conférenciers, spécialistes de premier plan dans le domaine de la préservation du patrimoine, de l'environnement historique et de l'urbanisme de Russie, d'Arménie et de France. Le programme sera mis en œuvre en trois langues, arménien, russe, français. L'étudiant peut choisir entre plusieurs modules dispensés, dont les fondements théoriques de la conservation des objets du patrimoine, la génétique de l'habitat, la méthodologie de restauration et de stabilisation, technologies RE.

Narine Tyutcheva, la directrice du projet, a souligné l'opportunité qu'il représente, pour ceux qui aspirent à des postes de direction, d'acquérir une formation systématique dans les domaines de la préservation et de la revalorisation du patrimoine historique et culturel également. En expliquant les enjeux du programme, Narine a tenu à remarquer que : *« chaque ville, grande ou petite, est un fragment de l'univers. Seule la profondeur et le professionnalisme avec lesquels nous menons nos recherches, l'honnêteté avec laquelle nous diagnostiquons les problèmes, peuvent relever le potentiel de leurs résolutions. La tâche de préserver et de mettre en valeur le patrimoine culturel est la mission qui nous permet de regarder au-delà de l'horizon de planification »*, conclut-elle.

Dans son discours d'ouverture, le recteur de l'université nationale d'Architecture et de construction d'Arménie, Yéghiazar Vardanyan, a tenu à souligner que son établissement possède une longue expérience de participation aux projets internationaux et collabore également avec des écoles supérieures françaises. Grâce à ces projets, les programmes de l'université ont été standardisés aux normes européennes, contribuant ainsi à la reconnaissance en France, depuis 1994, du diplôme national arménien d'architecte. *« Préserver notre riche patrimoine historique et culturel est extrêmement important. L'implication de spécialistes de premier plan de différents pays et la combinaison de leur expérience est la meilleure garantie pour former un personnel de qualité, et en ce sens, la mise en œuvre du programme est précieuse »*, a souligné Yéghiazar Vardanyan.

L'ambassade de France en Arménie, partenaire du projet, a tenu à souligner par la voix de son conseiller de coopération et de l'action culturelle Guillaume Narjollet, l'importance de cette réalisation et le souhait d'accompagner l'initiative : « *En tant que représentant de l'Ambassade de France en Arménie, je suis très heureux d'assister à cet événement. Je peux évoquer la longue histoire de notre collaboration avec l'université nationale d'Architecture et de construction d'Arménie. Nous sommes contents de ce nouveau projet. Nous pensons que c'est un projet important car la question de la préservation du patrimoine est une question primordiale pour l'Arménie et aussi le monde entier. Pour cette raison, l'Ambassade de France soutient ce projet de formation des spécialistes du domaine du patrimoine culturel et nous ferons notre possible pour continuer à accompagner ce projet* ».

Développé en collaboration avec l'école de Chaillot, l'école française de Conservation du patrimoine, et l'université nationale d'architecture et de construction d'Arménie, ce programme professionnel complémentaire permettra à ses diplômés "Re-Shkola" d'obtenir un certificat approuvé par le ministère arménien de l'Éducation un diplôme et celui de l'école de Chaillot.

SCIENCE

Le Courrier d'Erevan

28.10.2022

<https://www.courrier.am/fr/societe/un-scientifique--armenien-propose-une-nouvelle-methode-pour-detecter-les-tremblements-de>

Un scientifique arménien propose une nouvelle méthode pour détecter les tremblements de terre

Un tremblement de terre ne peut pas être prédit à court terme, et aujourd'hui, ce point de vue reste dominant en sismologie. C'est-à-dire que l'emplacement, le moment et l'intensité d'un tremblement de terre ne peuvent être déterminés avec un degré de précision suffisant.

Le géologue Armen Ghazaryan, qui a longtemps travaillé en Norvège, au Canada et en Angola et qui est maintenant de retour en Arménie, affirme que les tremblements de terre peuvent être « diagnostiqués », ce qui est très important pour l'Arménie, l'un des pays les plus exposés aux tremblements de terre dans le monde.

NEWS.am Tech a décidé de demander l'avis du spécialiste en raison de l'augmentation de l'activité sismique dans la région ces derniers temps. Les 5 et 10 octobre, trois séismes de magnitude 5,5, 5,1 et 4,8 ont frappé l'Iran, tandis qu'un séisme de 4,9 a frappé la Turquie le 11 octobre. En février 2021, une activité similaire a été observée en Arménie, avec des séismes de magnitude 4,7 les 5 et 13 février, suivis de répliques.

L'Arménie est un pays sujet aux séismes

Comme l'a expliqué le scientifique, l'Arménie est considérée comme un pays à risque sismique parce que toute la population du pays est exposée au risque sismique et que la quasi-totalité de son territoire n'est pas suffisamment protégée contre les tremblements de terre. En outre, les tremblements de terre de forte intensité ne sont pas aussi fréquents ici qu'au Japon, par exemple, de sorte que pour la génération suivante, ils deviennent quelque chose de révolu, une histoire qui émousse la vigilance et réduit la préparation à faire face aux éléments. Dans le même temps, le Japon, par exemple, est préparé aux tremblements de terre à tout moment, et toute sa population sait ce qu'il faut faire à ce moment-là.

Armen Ghazaryan a poursuivi les recherches conjointes entreprises depuis 1978 par une équipe de scientifiques de l'Institut des sciences géologiques d'Arménie et de l'Institut Vernadsky de géochimie et de chimie analytique. C'est sur cette base qu'il a proposé une nouvelle méthode pour détecter un tremblement de terre.

Il a besoin d'un certain nombre d'équipements, d'une bonne équipe et de

plusieurs années de travail pour tester la méthode. Malgré le stéréotype profondément ancré selon lequel il est impossible de prédire les tremblements de terre, la direction de l'Institut des sciences géologiques de l'Académie des sciences de la République d'Arménie a décidé de donner au scientifique un lieu et une opportunité de tester sa méthode.

Point de vue dominant

Comme l'explique le scientifique, les partisans de l'idée que les tremblements de terre ne peuvent être prédits (et Robert Heller en est l'apologiste) soutiennent que le hasard et de multiples facteurs externes jouent un rôle majeur dans le processus de préparation des sources de séismes. Heller considère donc le processus comme aussi proche que possible d'un processus chaotique. Selon lui, la force d'un tremblement de terre est indépendante de la force qui le génère, et il est donc impossible de la prédire.

La synthèse faite par Heller est la suivante : un séisme fort est un séisme faible que l'on n'a pas arrêté. Et comme il y a beaucoup de séismes faibles, il est impossible de dire lequel se transformera en un séisme fort.

Sur quoi se base la méthode d'Armen Ghazaryan ?

Habituellement, lorsqu'on prévoit des tremblements de terre, on part du principe qu'un tremblement de terre imminent doit avoir une sorte de précurseur. On le recherche sous la forme d'une anomalie, d'un pic d'indicateurs, et généralement juste avant une catastrophe. Armen Ghazaryan, en comparant les données des indicateurs géochimiques des eaux prélevées dans trois stations d'observation en Arménie (Ararat, Kajaran, Surenavan), a découvert que le signe avant-coureur n'est pas une poussée, mais une accalmie, et qu'elle se produit 4,5 mois avant l'événement. D'habitude, a-t-il dit, les indices de l'eau changent quotidiennement. Et dans 4 mois et demi, les valeurs de l'eau ne changent plus. Il s'avère qu'il y a un signal d'un tremblement de terre imminent dans l'eau. Lorsque l'accalmie commence, et cela coïncide avec un maximum local d'hélium dans l'eau, on peut affirmer que dans 4,5 mois il y aura une période de risque sismique.

« Il ne s'agit donc pas d'un pic d'anomalie juste avant le séisme, mais du calme avant la tempête », a-t-il déclaré.

Le géologue a examiné plusieurs grands tremblements de terre qui avaient frappé la région à des années différentes - Narman (Turquie, 1983), Spitak (Arménie, 1988) et Rudbar (Iran, 1992) - et a constaté que le même phénomène s'était produit dans les trois cas.

« Ce sont des séismes différents, de magnitudes différentes. Et nous obtenons le signe de la prévision en même temps. Et c'était une avancée, car cela signifiait que la nature s'était répétée. Autrement dit, si nous créons un réseau, nous pouvons savoir en 135 jours où et avec quelle force un événement aura lieu. Et une ville entière peut être reconstruite dans ce laps de temps », a-t-il déclaré.

Après avoir obtenu ces données, le scientifique a également tracé le nombre de séismes en fonction de l'heure de la journée sur toute la période d'observation. Il semble y avoir plusieurs pics sur la carte, dont un vers midi. Il s'avère que l'activité sismique est périodique et liée à des phénomènes planétaires plutôt que mantelliques. Autrement dit, les forts tremblements de terre peuvent être liés aux cycles lunaires et solaires. La périodicité qui en résulte est de 24 et 12 heures, 28 et 14 jours.

Une analyse plus poussée des données, selon le scientifique, a montré que le séisme était un processus ascendant et que la force agissant sur l'épicentre était quadratique (et non linéaire, comme le prétend Heller).

« L'idée que les séismes forts sont des séismes faibles développés au hasard ne résiste pas à la critique. Un séisme fort diffère d'un séisme faible en ce qu'il a une longue durée de vie. Nous pouvons donc le trouver à l'avance », a déclaré Armen Ghazaryan.

Il a déclaré qu'un tremblement de terre est la fin d'un certain processus et si nous surveillons l'ensemble du processus, nous verrons quand il sera terminé. Il ne s'agit même pas de prédire un tremblement de terre, mais d'un diagnostic : y aura-t-il un tremblement de terre ou non ?

« Si nous créons un réseau de forages et que nous prenons 2,5 ans pour collecter des statistiques sur la base des données de plusieurs points de comptage, nous pouvons calculer le temps (précis à quelques jours près), la localisation (précise à

quelques kilomètres près) et la force du tremblement de terre », a-t-il déclaré.

Que faut-il pour lancer le projet ?

Selon Armen Ghazaryan, il lui faudrait installer au moins 12 stations (deux réseaux de 6 pour faire double emploi) sur les puits existants en Arménie, l'automatisation normale transmettant les informations au centre de données.

Il construit ces stations de ses propres mains et avec le soutien de ses camarades vivant dans différents pays. Aujourd'hui, certaines des stations sont prêtes et peuvent être installées, mais selon Armen Ghazaryan, ce réseau doit appartenir à l'État afin que ses données soient fiables. L'Institut des sciences géologiques lui a fourni un lieu de travail et les forages seront surveillés par le service de protection sismique territoriale du ministère arménien des Situations d'urgence. Armen Ghazaryan est en train d'établir une coopération entre l'Institut, le Service de protection sismique et d'autres structures qui seront impliquées dans le projet.

« Il y a une compréhension que nous devons nous rassembler et faire cela. Après tout, s'il y a un gros tremblement de terre, nous pourrions tous mourir », a-t-il fait remarquer.

Plan d'action en cas d'un éventuel tremblement de terre

Pour Armen Ghazaryan, c'est une chose de prévoir un tremblement de terre, mais c'en est une autre d'élaborer un plan d'action : Comment le gouvernement doit-il y répondre ? L'Arménie se trouve dans une zone à risque sismique, et la prévision des tremblements de terre devrait être considérée comme une priorité nationale - c'est une question de sécurité nationale.

S'il parvient à prouver que la méthodologie fonctionne, c'est à la protection civile de prendre le relais. Sur la base du diagnostic, des mesures préventives peuvent être prises : constituer des stocks de nourriture, d'eau et de médicaments, préparer des abris et des camps temporaires, préparer des installations médicales et des médecins, reconstituer les réserves de sang, éduquer la population, annuler les événements de masse, fermer les établissements d'enseignement, dégager les routes, déplacer les équipements de construction hors de la ville.

Commencer les efforts de secours immédiats après le tremblement de terre.

Réseau régional

Par ailleurs, Armen Ghazaryan a également fait part de son idée à ses collègues géorgiens de Tbilissi, qui se sont montrés très intéressés. Si nous parvenons à installer les mêmes stations en Géorgie et que nous essayons d'impliquer l'Iran également, un réseau régional pourrait être construit, a-t-il déclaré.

Armenews

02.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97660

Aliev s'en prend à la France

La brutalité, les atrocités de masse commises par la France contre le peuple algérien sont quelque chose que le monde ne devrait jamais oublier, a déclaré le président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev lors du 31^e sommet de la Ligue arabe à Alger, rapporte AzVision.az.

« Je félicite le président, le gouvernement algérien, tout le peuple algérien à l'occasion de ce jour de libération. Aujourd'hui, j'ai rendu hommage à la mémoire des martyrs. J'ai visité le Mémorial des Martyrs. J'ai visité le Musée du Moudjahid et j'ai été profondément impressionné et choqué par ce que j'ai vu. La brutalité, les atrocités de masse commises par la France contre le peuple algérien, quelque chose que le monde ne devrait jamais oublier. La France a mené une guerre terrible contre le peuple algérien pendant plus de 130 ans, qui a entraîné la mort de plus d'un million et demi d'Algériens. Aujourd'hui, en commémorant cette tragédie, nous devons tout faire pour éviter de telles tragédies à l'avenir », a déclaré le chef de l'État.

COMMERCE / ECONOMIE

Armenews

02.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97645

L'Iran prêt à créer un corridor de transit entre l'Arménie et le golfe Persique

Le ministre iranien des routes et du développement urbain, Rostam Ghasemi, a exprimé la volonté des entreprises iraniennes de développer le transport entre l'Iran et l'Arménie et de créer un nouveau couloir de transit entre l'Arménie et le golfe Persique via le village de Nordooz dans l'est de l'Azerbaïdjan, rapporte l'agence de presse Mehr.

Rostam Ghasemi a fait ces remarques lors d'une réunion avec le ministre arménien de l'Administration territoriale et des Infrastructures Gnel Sanosyan au cours de laquelle il a été décidé que les entreprises iraniennes coopèrent avec l'Arménie dans la construction de tunnels, de routes et de bâtiments.

Sur la base de l'accord entre les deux pays, ils ont décidé d'achever et de développer le corridor nord-sud de la frontière de Nordooz à Varzeqan et Tabriz, a-t-il ajouté.

En raison du fait que l'Iran a une bonne expérience dans le domaine de la construction de logements sous le titre de Mouvement national du logement, les entreprises de construction iraniennes commenceront leurs activités en Arménie, a déclaré Ghasemi.

Plus de 200 millions de tonnes de marchandises transitent par le nord de l'Iran, ce qui peut être considéré comme une bonne opportunité pour développer les échanges entre les deux pays, a déclaré le ministre.

Soulignant le fait que l'Iran est le quatrième plus grand producteur de ciment au monde et a également été efficace dans le domaine de la production d'acier, Ghasemi a déclaré que les producteurs iraniens de ciment, d'acier et de matériaux de construction seront introduits en Arménie.

Armenews

02.11.2022

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97648

La banque centrale relève à nouveau le taux directeur

La Banque centrale d'Arménie a annoncé mardi 2 novembre une nouvelle hausse de son taux d'intérêt de référence, invoquant à nouveau la nécessité de juguler l'inflation croissante dans le pays.

Son conseil d'administration a fixé le taux de refinancement à 10,5 %, en hausse de 0,5 point de pourcentage.

« En septembre 2022, l'inflation sur 12 mois a augmenté et a atteint 9,9 % », peut-on lire dans un communiqué publié par la banque.

Malgré les hausses de taux répétées de la banque, les prix à la consommation ont augmenté régulièrement au cours du premier semestre de cette année, ce qui s'est traduit par un taux d'inflation annuel de 10,3 % en juin. Selon les données du gouvernement arménien, ce taux a été ramené à 9,3 % en juillet grâce à une baisse saisonnière du prix des fruits et légumes.

La déclaration de la Banque centrale indique que la croissance économique robuste du pays ajoute aux pressions inflationnistes externes sur l'économie arménienne. L'économie, dit-elle, a été à son tour stimulée par un nombre accru de « visiteurs », ainsi que par une forte augmentation des transferts de fonds en provenance de Russie, qui ont suivi le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Le dram arménien s'est renforcé de près de 22 % par rapport au dollar américain depuis la fin du mois de février, suscitant l'inquiétude croissante des fabricants arméniens orientés vers l'exportation. Le ministre de l'économie, Vahan Kerobian, s'est publiquement fait l'écho de ces préoccupations en juillet.

Le gouverneur de la banque centrale, Martin Galstian, a clairement indiqué en juin que la banque ne réduirait pas les taux d'intérêt et n'interviendrait pas sur le marché monétaire national pour réduire la valeur du dram. La monnaie arménienne s'est encore renforcée depuis lors.

La banque a insisté mardi sur le fait que le renforcement du dram contribuera également à freiner « progressivement » l'inflation, en plus du coût plus élevé des emprunts.

...